

# Dialogue politique entre l'Alliance pour une Révolution Verte en Afrique (AGRA) et des petits paysans sur les priorités et la gouvernance de la recherche agricole pour le développement en Afrique de l'Ouest



Du 1 au 3 Février 2012  
à Accra, au Ghana

L'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED) et ses partenaires sont en train de faciliter un processus de délibérations citoyennes inclusives sur le type de recherche agricole que les petits producteurs(-trices) et les transformateurs(-trices) d'aliments veulent. Ce travail est entrepris dans les Hauts Plateaux des Andes en Amérique du Sud, en Asie du Sud, en Asie de l'Ouest et en Afrique de l'Ouest.



Partie intégrante de ce processus multirégional, une série de jury citoyens ont été tenus au Mali pendant les six dernières années. Leur but était de permettre à des cultivateurs et à d'autres producteurs, - hommes et femmes -, de faire des recommandations sur les orientations et la gouvernance de la recherche agricole après avoir procédé à l'examen contradictoire des dires de témoins experts venus d'horizons professionnels et institutionnels différents.



Les trois jury citoyens qui ont été tenus à ce jour ont exploré les thèmes suivants :

- **Les OGM et l'Avenir de l'Agriculture au Mali.** En janvier 2006, lors d'un jury citoyen organisé par le gouvernement de la région de Sikasso au Mali, 45 agriculteurs-jurés ont voté contre l'introduction des organismes génétiquement modifiés (OGM) au Mali. Le jury citoyen a permis aux jurés d'interroger de façon contradictoire 14 témoins internationaux représentant un large éventail de vues sur cette question controversée. Parmi ceux-ci figuraient des biotechnologistes, des agences comme la FAO et des agriculteurs d'Afrique du Sud et d'Inde possédant une expérience concrète de la culture des plantes OGM.
- **Quel type de savoir et de recherche agricole veulent les petits producteurs et les transformateurs d'aliments ?** Ce jury citoyen tenu en janvier 2010 a impliqué 45 jurés issus de différentes zones agroécologiques du Mali, du Sénégal, du Burkina Faso et du Bénin.
- **Démocratiser la gouvernance de la recherche agricole et alimentaire.** Tenu en février 2010, ce troisième jury citoyen a impliqué 40 agriculteurs, hommes et femmes, qui ont questionné sur le sujet des témoins spécialistes venus d'Afrique de l'Ouest et de pays européens.

Les jury citoyens ont été suivis par un comité d'observateurs indépendants pour assurer que le processus entier soit largement crédible, représentatif, fiable, équitable et non pas capturé par un groupe d'intérêts ou point de vue particulier. Après avoir entendu les témoins spécialistes et avoir délibéré, les agriculteurs ont présenté leurs conclusions aux décideurs des politiques et aux médias.



A eux tous, les agriculteurs-jurés ont fait plus de 100 recommandations sur les priorités et la gouvernance de la recherche agricole pour l’Afrique de l’Ouest. Suite à ce processus délibératif unique, les agriculteurs d’Afrique de l’Ouest ont demandé à tenir un Dialogue à un Haut Niveau sur les politiques de recherche avec l’Alliance pour une Révolution Verte en Afrique (AGRA) et ses principaux donateurs.

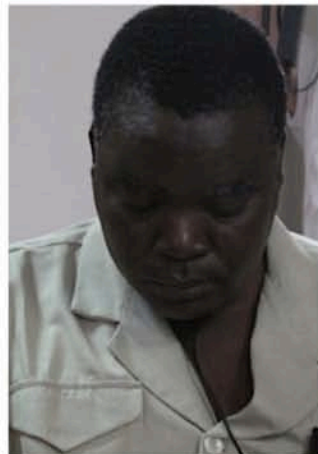


Le dialogue sur la recherche agricole eu lieu du 1 au 3 février 2012 à Accra (Ghana) et impliqua cent participants, y compris :

- Des petits agriculteurs et transformateurs d'aliments du Mali, du Bénin, du Burkina Faso, du Ghana, du Sénégal et de Sierra Leone - 39 participants (hommes et femmes)
- Le Président d'AGRA et 11 de ses cadres supérieurs choisis pour représenter les différents programmes d'AGRA, ainsi que 10 partenaires d'AGRA en Afrique (agriculteurs, intermédiaires agro-alimentaires, étudiants en doctorat) - 22 participants au total
- Quelques-uns des donateurs principaux d'AGRA: La Fondation Gates et DFID
- Les représentants de communautés agricoles ayant une expérience des impacts de la première Révolution Verte en Asie (Inde, Iran, Thaïlande, Philippines), en Afrique de l'est (Kenya) et en Amérique Latine (Mexique) - 18 participants
- Le Rapporteur Spécial des Nations Unies sur le Droit à l'Alimentation et deux membres de son bureau
- Le Directeur Exécutif d'Oxfam-Novib et un membre du Programme International de Novib (Global Link)
- Des membres du Parlement Britannique et du Comité Parlementaire inter-partis sur l'Agroécologie
- Le Président de ROPPA (Réseau d'Organisations d'Agriculteurs et de Producteurs Agricoles d'Afrique de l'Ouest)
- Un représentant du Comité Inter-parlementaire de l'Union Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (CIP-UEMOA)
- IIED et les représentants du Comité de Pilotage venus d'Afrique de l'Ouest







Ce Dialogue à Haut Niveau sur les politiques de la recherche agricole a été présidé par le Rapporteur Spécial des Nations Unies sur le Droit à l'Alimentation, le Professeur Olivier de Schutter et co-présidé par le Directeur Exécutif d'Oxfam-Novib, Farah Karimi. Les invités d'honneur incluaient un représentant du Comité Inter-Parlementaire de l'UEMOA (Saïdou Kabore), le Président de ROPPA (Ibrahima Coulibaly) et le Président d'AGRA (Dr. Namanga Ngongi).



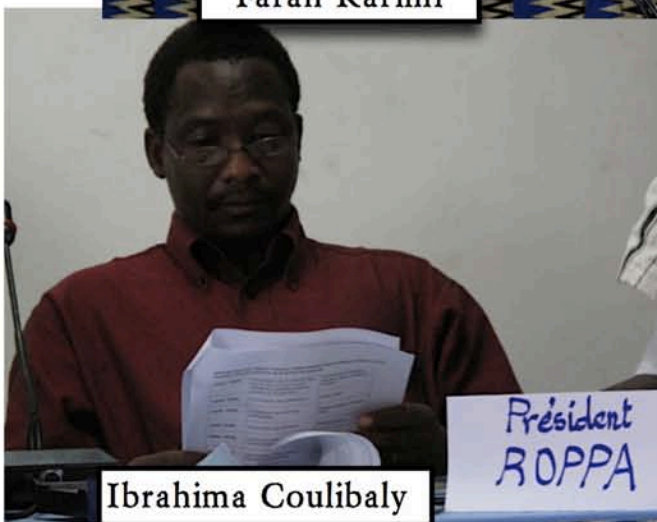
Saïdou Kabore



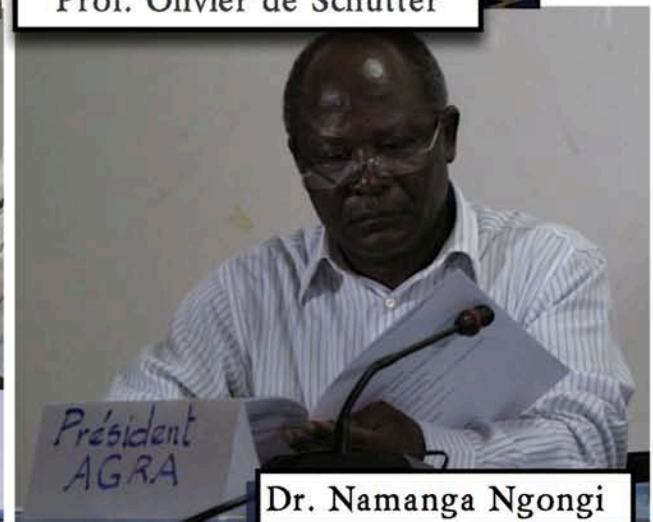
Farah Karimi



Prof. Olivier de Schutter

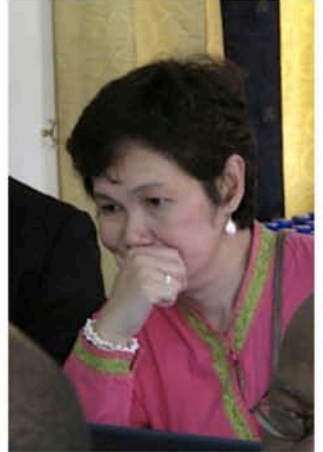
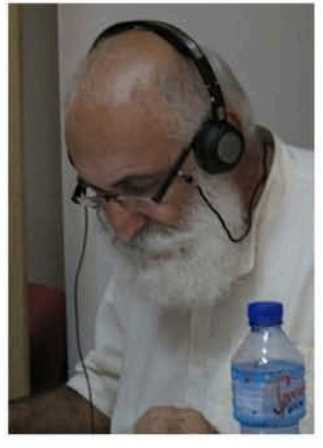


Ibrahima Coulibaly



Dr. Namanga Ngongi





## Groupe des Interprètes





IIED et les organisateurs africains de ces événements ont reconnu le besoin d'encourager une diversité de points de vue et un processus inclusif qui place les petits producteurs(-trices) au centre, étant donné la complexité des systèmes agraires de l'Afrique de l'Ouest. Ce dialogue à haut niveau sur les politiques agricoles était donc conçu pour permettre aux petits agriculteurs et aux petits transformateurs d'aliments de présenter et de discuter leurs recommandations sur les orientations et la gouvernance de la recherche agricole avec AGRA et ses principaux donateurs.

Ce dialogue a été inclusif et respectueux des perspectives plurielles et des points de vue divergents. Il a permis à l'ensemble des participants(-es) d'identifier des points d'accord mutuel ainsi que des différences quant au type de recherche agricole nécessaire en Afrique pour une diminution de la pauvreté et l'éradication de la faim.





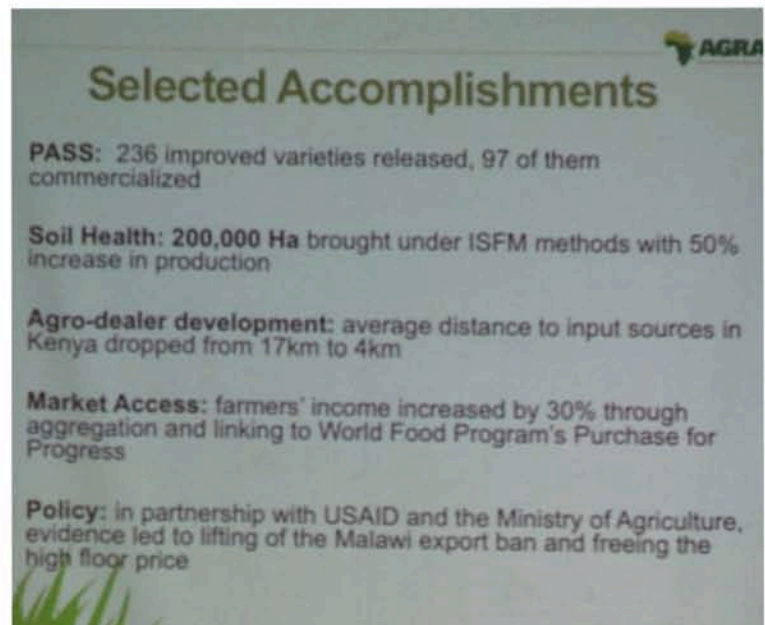
Des agriculteurs d'Afrique de l'Ouest impliqués dans les jurys citoyens sur les priorités et la gouvernance de la recherche agricole présentent leurs conclusions et leurs recommandations.





Les scientifiques d'AGRA et leurs partenaires ont présenté leur vision et leurs programmes sur :

1. Les priorités pour la sélection des plantes et des semences
2. Les options pour gérer la fertilité des sols
3. Les priorités pour développer des marchés
4. Les politiques nécessaires pour transformer l'agriculture de l'Afrique.

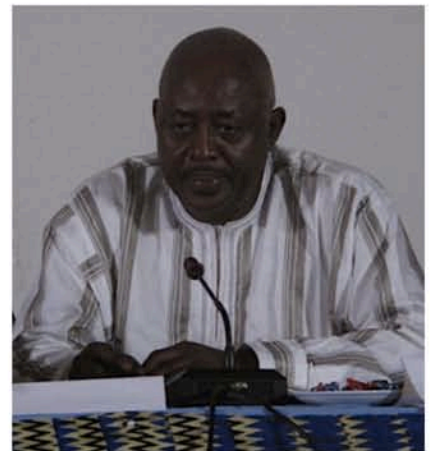




Le dialogue sur les politiques à Accra a également inclus une conférence vidéo avec le Parlement de Londres (Royaume Uni). La conférence vidéo a permis aux cadres du Département pour un Développement International (DFID), aux Membres du Parlement et aux observateurs invités, de suivre le dialogue sur les politiques entre AGRA et les agriculteurs africains, ainsi que de leur poser des questions pendant deux sessions de deux heures chacune. Le groupe parlementaire inter-partis du Royaume-Uni (APPG) sur l'Agroécologie et IIED ont accueilli l'évènement de la conférence vidéo à Londres, avec la Baronnesse Sue Miller (APPG) et Camilla Toulmin (IIED) co-présidant les discussions au Parlement Britannique, rôle tenu par le Professeur Olivier de Schutter à Accra.



La discussion, animée par des facilitateurs, visait à identifier les convergences et les divergences entre les priorités d'AGRA et celles des agriculteurs pour la recherche, ainsi que leur vision respective du développement agricole.



Renforcer les agendas de recherche convergents des cultivateurs et d'AGRA : les participants identifient des points spécifiques de convergence et des accords quant à la manière de construire sur les priorités qu'ils partagent pour la recherche agricole en Afrique de l'Ouest.



Des discussions en petits groupes ont permis aux agriculteurs et aux scientifiques de différentes régions (Afrique, Asie et Amérique Latine) de clarifier davantage les divergences entre les priorités stratégiques d'AGRA et celles des agriculteurs, ainsi que leurs visions respectives du développement en Afrique de l'Ouest.





## **Résultats du dialogue sur les politiques de la recherche agricole pour le développement en Afrique de l'Ouest**

- Le dialogue sur les politiques a réussi à créer un espace inclusif et sûr pour que les petits agriculteurs(-trices) et transformateurs(-trices) d'aliments discutent des priorités et de la gouvernance de la recherche agricole avec AGRA et avec d'autres acteurs influents qui dessinent l'avenir de l'agriculture en Afrique.
- Les méthodologies et les processus participatifs ont permis aux producteurs et aux productrices de se représenter directement eux-mêmes dans ce dialogue sur les politiques au lieu de compter sur des organisations intermédiaires (des ONG, des instituts de recherche sur les politiques...) pour articuler leurs perspectives.
- En permettant des discussions en face-à-face ouvertes et franches dans un espace modéré, ce dialogue sur les politiques a rendu possible une meilleure compréhension des visions, des valeurs et des agendas respectifs d'AGRA et des agriculteurs d'Afrique de l'Ouest. En particulier, le dialogue sur les politiques a donné à AGRA et à ses partenaires une opportunité unique d'entendre de la bouche des petits producteurs(-trices) leurs vues propres, leurs analyses propres et leurs recommandations quant au type d'agriculture qu'ils/elles veulent.
- Deux des principaux donateurs d'AGRA, - La Fondation Gates et le Département pour le Développement International (DFID) au Royaume Uni -, ont pu participer aux délibérations entre les représentants d'AGRA et les agriculteurs d'Afrique de l'Ouest. Tous deux souhaitent discuter davantage des résultats du dialogue sur les politiques tenu au Ghana et par conférence vidéo avec le Parlement britannique à Londres.
- Des échanges paysans pour un apprentissage mutuel et des dialogues interculturels ont eu lieu entre les producteurs venus d'Asie (Inde, Iran, Thaïlande, Philippines), d'Afrique de l'Est (Kenya), d'Amérique Latine (Mexique) et d'Afrique de l'Ouest. Agriculteurs et agricultrices de ces différents pays ont utilisé les espaces de communication sûrs offerts à Accra pour identifier les parallèles entre la première Révolution Verte et la nouvelle Révolution Verte proposée pour l'Afrique.
- Les participants ont pu clarifier leurs visions respectives de la recherche agricole pour le développement en Afrique de l'Ouest et identifier des domaines d'entente (des convergences) ou de désaccord (des divergences) et commencer à discuter de la façon de construire sur les agendas communs et sur ceux qui sont différents. Des résultats plus détaillés de ce dialogue sur les politiques sont disponibles dans un document séparé validé par tous les participants.



Facilitateurs et organisateurs :



Donateurs :



## **Pour plus d'information**

Pimbert, M., B. Barry, A. Berson and K. Tran-Thanh, 2010. Democratising Agricultural Research for Food Sovereignty in West Africa. IIED, CNOP, Centre Djoliba, IRPAD, Kene Conseils, URTEL, Bamako and London.

<http://pubs.iied.org/pdfs/14603IIED.pdf>

Pimbert, M., 2012. Putting farmers first: reshaping agricultural research in West Africa. IIED Policy Brief, London.

<http://pubs.iied.org/17122IIED.html>

Fisher, S., 2012. West African farmers heard at UK Houses of Parliament.

<http://www.iied.org/blogs/west-african-farmers-heard-at-uk-houses-parliament>

IIED press release, 31<sup>st</sup> January 2012. <http://www.iied.org/natural-resources/key-issues/food-and-agriculture/putting-farmers-first-democratising-and-reshaping->

The Alliance for a Green Revolution in Africa

<http://www.agra-alliance.org/>

Democratising Food and Agricultural Research - a global initiative facilitated by IIED's Agroecology and Food Sovereignty Team

[www.excludedvoices.org](http://www.excludedvoices.org)

[www.ecid-nyeleni.org](http://www.ecid-nyeleni.org)

Photos et conception de la mise en page:

Pouya Sepehr et Ali Asghar Didari (CENESTA)

Khanh-Tran Thanh, Marie Monimart et Michel Pimbert (IIED)